

Communiqué de la FNIC CGT sur la lutte des VENINOV à Vénissieux.

La lutte exemplaire des VENINOV à VENISSIEUX, dans le Rhône, va permettre le redémarrage de l'usine après plus d'un an de combat, avec occupation des locaux pour préserver l'outil de travail.

Le fondateur de l'entreprise a inventé la toile cirée en 1874. La production a démarré à cette date sous le nom de Maréchal, devenue Vénilia puis Véninov.

Après une évolution des effectifs de 1200 salariés en 1960, la production a connu, sur le seul critère de la rentabilité financière, plusieurs plans sociaux. La casse industrielle, a commencé, avec une baisse des effectifs pour n'être en 2010 plus que 87 salariés. Ce n'était pas encore assez pour la finance et le fonds d'investissement qui veulent fermer le site. **C'est ce qu'ils obtiennent par un jugement du Tribunal de commerce le 21 juillet 2011, prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise. 87 salariés sont jetés à la rue, au chômage.**

Les salariés ne l'acceptent pas et s'organisent avec toute la CGT. Ils créent, avec le député et le maire de Vénissieux, un comité de soutien, composé aujourd'hui de 1100 adhérents, auquel adhère un grand nombre de retraités de Véninov qui veulent préserver un fleuron centenaire de l'industrie en Rhône Alpes. Cet élan de solidarité a permis d'aider les salariés dans leurs démarches auprès de la justice et des pouvoirs publics. Suite à la plainte du préfet du Rhône pour condamner ces patrons voyous pour des opérations financières frauduleuses, le Tribunal a rendu son verdict le 4 mai 2012, en accordant la reprise par un groupe industriel autrichien WINDHAGER comme le réclamaient les élus CGT et l'expert du CE. **La décision du préfet, contrairement à l'inaction de l'ancien ministre Eric Besson, a été primordiale pour le redémarrage de l'activité industrielle.**

Les patrons voyous sont priés de repasser par la case « justice » et devront rendre des comptes.

L'emploi industriel et le développement de nos industries, tant mis à mal ces dernières années par la finance, aidée par un gouvernement de droite, est le gage de la réussite de la relance économique dans

notre pays : l'industrie reste le pilier du développement économique avec sa recherche et son innovation.

C'est dans ce sens que la nouvelle fédération européenne fondée le 16 mai 2012 (après la dissolution de l'EMCEF) **organise une journée d'action européenne le 9 octobre sur l'industrialisation.** Plus que jamais se pose la question dans notre pays et plus largement en Europe et dans le monde : de quelle industrie avons-nous besoin, au service de quelle finalité et avec quel mode de production ?

Les salariés de Véninov, tout comme ceux de Good-Year à Amiens ou encore de Faurécia Auchel dans la Somme qui, de par leur lutte aussi, ont permis de préserver les productions et de sauver plus de 1500 emplois, ont répondu et ont démontré que, unis face aux décideurs que sont le Medef et la finance, nous pouvons gagner pour maintenir nos emplois et nos productions en France.

La FNIC CGT affirme qu'il devient urgent d'imposer, par la mobilisation, au nouveau pouvoir politique des lois qui interdisent les licenciements économiques et octroient des droits nouveaux pour les élus du personnel tels que le droit de véto en cas de projet de licenciement ou fermeture d'une entreprise qui crée de la richesse.

Le 1^{er} juin, ils étaient plus de 600 à fêter cet événement d'une portée nationale avec les acteurs syndicaux et politiques qui ont permis cette victoire.

Et, cette victoire des Véninov, dont les salariés et toute la CGT peuvent être fiers, en appelle d'autres et ouvre le chemin de la lutte pour une autre répartition des richesses au service de l'être humain, de toute la population, et non d'une poignée de financiers.